

Bruxelles, le 31.10.2016  
C(2016) 7051 final

**DÉCISION DE LA COMMISSION**

**du 31.10.2016**

**relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Tchad à  
financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds Européen de développement**

## DÉCISION DE LA COMMISSION

du 31.10.2016

**relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Tchad à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds Européen de développement**

LA COMMISSION EUROPÉENNE,

vu le traité sur le fonctionnement de l'Union européenne,

vu le règlement (UE) 2015/322 du Conseil du 2 mars 2015 relatif à la mise en œuvre du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>1</sup>, et notamment son article 9(1),

vu le règlement (UE) 2015/323 du Conseil du 2 mars 2015 portant règlement financier applicable au 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement<sup>2</sup>, et notamment son article 26,

considérant ce qui suit:

- (1) La Commission a adopté le document de stratégie par pays pour le Tchad, pour la période 2014-2020, dont les points 1.2.1, 1.2.2. et 1.2.3. établissent les priorités suivantes: Secteur (1) sécurité alimentaire, nutrition et développement rural; Secteur (2) gestion des ressources naturelles; secteur (3) consolidation de l'état de droit.
- (2) Le programme d'action annuel financé au titre de l'accord interne du 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement (FED) (ci-après 'l'accord interne')<sup>3</sup> vise à i) une réduction significative de la prévalence de la malnutrition chronique au Tchad, ii) une utilisation raisonnée et durable des ressources naturelles en prenant en compte les besoins des populations locales et la réduction de la pauvreté et iii) contribuer à réduire et à dissiper le climat général d'impunité et d'insécurité par l'offre de la sécurité comme un bien public de qualité, qui répond aux besoins de l'ensemble des citoyens.
- (3) L'action intitulée *Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN)* vise à contribuer à la mise en place d'un cadre politique, institutionnel et budgétaire adéquat ainsi qu'à réduire significativement, par des investissements leviers, le niveau d'insécurité alimentaire et de la malnutrition chronique parmi les populations vulnérables dans les trois zones ciblées du Ouaddaï/Wadi Fira, Guéra, et Tandjilé/Logone occidentale. Elle est mise en œuvre sous forme de projet en gestion directe, gestion indirecte avec la République du Tchad et gestion indirecte avec une Organisation Internationale
- (4) L'action intitulée *Appui à la gestion concertée des Aires Protégées et Ecosystèmes Fragiles du Tchad (APEF)* vise à promouvoir la conservation durable et concertée de la faune sauvage, de la biodiversité et du patrimoine du Tchad au bénéfice des populations à travers une démarche concertée de conservation, gestion et mise en réseau de plusieurs aires protégées (AP) et écosystèmes fragiles (EF) à haute valeur

<sup>1</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 1.

<sup>2</sup> JO L 58 du 3.3.2015, p. 17.

<sup>3</sup> Accord interne entre les représentants des gouvernements des États membres de l'Union européenne, réunis au sein du Conseil, relatif au financement de l'aide de l'Union européenne au titre du cadre financier pluriannuel pour la période 2014-2020, conformément à l'accord de partenariat ACP-UE, et à l'affectation des aides financières destinées aux pays et territoires d'outre-mer auxquels s'appliquent les dispositions de la quatrième partie du traité sur le fonctionnement de l'Union européenne, JO L 210 du 6.8.2013, p. 1.

écologique, culturelle et touristique au Tchad. Il renforcera et pérennisera les appuis depuis plus de 25 ans de l'UE à la conservation et la gestion de la biodiversité au Tchad. L'action sera menée dans les zones suivantes : niveau central (Ndjamena) et niveau régional (Salamat, Guéra, Moyen Chari, Chari-Baguirmi, Ennedi, Borkou et Tibesti).

- (5) Elle est mise en œuvre sous forme de projet en gestion indirecte avec la République du Tchad.
- (6) L'action intitulée *Amélioration de la sécurité intérieure au Tchad (ASIT)* favorise l'amélioration de la gouvernance de la sécurité intérieure, le renforcement des compétences des personnels des FSI et l'amélioration des relations entre la population et les FSI. Elle est mise en œuvre sous forme de projet en gestion indirecte avec la République du Tchad.
- (7) Il y a lieu d'adopter une décision de financement dont les modalités sont fixées à l'article 94 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission<sup>4</sup> applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323.
- (8) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte aux entités désignées dans la présente décision, sous réserve de la conclusion d'une convention de délégation. Conformément à l'article 60, paragraphes 1 et 2, du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012, applicable en vertu de l'article 2 paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que ces entités garantissent un niveau de protection des intérêts financiers de l'Union équivalent à celui qui est exigé de la Commission lorsque celle-ci gère des fonds de l'Union. Ces entités respectent les conditions énoncées à l'article 60, paragraphe 2, premier alinéa, points a) à d), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et les mesures de supervision et de soutien nécessaires sont en place.
- (9) Il convient que la Commission confie des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte à la République du Tchad, sous réserve de la conclusion d'une convention de financement. Conformément à l'article 60, paragraphe 1, point c), du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 applicable en vertu de l'article 2, paragraphe 1 et de l'article 17 du règlement (UE) 2015/323, l'ordonnateur compétent doit s'assurer que des mesures sont prises pour superviser et soutenir la mise en œuvre des tâches confiées. Ces mesures et les tâches confiées sont décrites dans les annexes 1; 2 et 3 de la présente décision.
- (10) L'ordonnateur responsable peut attribuer des subventions sans appel à propositions sous réserve que les conditions applicables aux exceptions aux appels à propositions prévues à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323 soient remplies. Il est prévu dans le cadre de l'action *Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN)* d'octroyer une subvention à l'Office National pour le développement rural (ONDR), un organisme sous tutelle du Ministère de l'agriculture, ayant le mandat régalién de l'état (ordonnance 26 du 13/07/1965) sur le développement rural et donc étant en situation de monopole de droit. Il est aussi prévu dans le cadre de la gestion indirecte avec le Tchad sous l'action *Appui à la gestion concertée des Aires protégées et écosystèmes fragiles du Tchad (APEF)* d'octroyer deux subventions en attribution directe à African

---

<sup>4</sup> Règlement délégué (UE) n° 1268/2012 de la Commission du 29 octobre 2012 relatif aux règles d'application du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 du Parlement européen et du Conseil relatif aux règles financières applicables au budget général de l'Union, JO L 362 du 31.12.2012, p. 1.

Parks Network (APN) en consortium avec ses propres partenaires pour la mise en œuvre de certaines actions). L'attribution directe de ces subventions se justifie par l'existence d'un Partenariat Public Privé et d'un Protocole d'Accord signés entre le Gouvernement du Tchad et l'opérateur qui lui confère un monopole de fait pour la gestion de ces deux aires protégées (Ecosystème Zakouma et réserve de l'Ennedi à créer).

- (11) Il convient de permettre le paiement d'intérêts de retard sur la base de l'article 92 du règlement (UE, Euratom) n° 966/2012 et de l'article 111, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicables en vertu de l'article 29, paragraphe 1, du règlement (UE) 2015/323.
- (12) Conformément à l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, la Commission doit définir ce que l'on entend par « modifications non substantielles de la présente décision », afin de garantir que toute modification de ce type peut être adoptée par l'ordonnateur délégué compétent.
- (13) Les mesures prévues par la présente décision sont conformes à l'avis du comité du Fonds européen de développement institué par l'article 8 de l'accord.

DÉCIDE:

#### *Article premier*

#### **Adoption de la mesure**

La décision relative au programme d'action annuel 2016 en faveur de la République du Tchad à financer sur le 11<sup>e</sup> Fonds Européen de développement présentée dans les annexes, est adoptée.

Le programme comporte les actions suivantes:

- Annexe 1: Sécurité alimentaire et nutritionnelle (SAN);
- Annexe 2: Programme d'appui à la gestion concertée des Aires protégées et écosystèmes fragiles du Tchad (APEF)
- Annexe 3 : Amélioration de la sécurité intérieure au Tchad (ASIT).

#### *Article 2*

#### **Contribution financière**

La contribution maximale de l'Union européenne pour la mise en œuvre du programme visée à l'article 1<sup>er</sup> est fixée à 209 000 000EUR et est financée sur le 11<sup>e</sup> Fonds européen de développement.

La contribution financière prévue au premier alinéa peut aussi couvrir les intérêts de retard.

#### *Article 3*

#### **Modalités de mise en œuvre**

Des tâches d'exécution du budget en gestion indirecte peuvent être confiées aux entités désignées dans les annexes 1, 2 et 3, sous réserve de la conclusion des conventions y afférentes.

Les éléments exigés par l'article 94, paragraphe 2, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323 sont énoncés dans les annexes.

L'ordonnateur compétent peut attribuer des subventions sans appel à propositions conformément à l'article 190 du règlement délégué (UE) n° 1268/2012 applicable en vertu de l'article 37 paragraphe 1 du règlement (UE) 2015/323.

#### *Article 4*

##### **Modifications non substantielles**

Les augmentations ou les diminutions de 10 000 000 EUR maximum n'excédant pas 20% de la contribution fixée à l'article 2, premier alinéa, ou les modifications cumulées des crédits alloués à des actions spécifiques n'excédant pas 20% de cette contribution, de même que les prolongations de la période de mise en œuvre, ne sont pas considérées comme substantielles au sens de l'article 94, paragraphe 4, du règlement délégué (UE) n° 1268/2012, applicable en vertu de l'article 26 du règlement (UE) 2015/323, pour autant qu'elles n'aient d'incidence significative ni sur la nature ni sur les objectifs des actions. Le recours à la réserve pour imprévu est pris en considération dans le plafond fixé au présent article.

L'ordonnateur compétent peut adopter ce type de modifications non substantielles dans le respect des principes de bonne gestion financière et de proportionnalité.

Fait à Bruxelles, le 31.10.2016

*Par la Commission*  
*Neven MIMICA*  
*Membre de la Commission*